



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS
LOCALES

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES

08 SEP. 2020

Arrêté du
portant agrément à la société SEVIA
pour le ramassage des huiles usagées dans le département du Haut-Rhin

Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

- VU** le code de l'Environnement, notamment les titres I et IV de son livre V ;
- VU** l'arrêté ministériel modifié du 28 janvier 1999 relatif aux conditions de ramassage des huiles usagées ;
- VU** les actes administratifs délivrés antérieurement :
- l'arrêté préfectoral n° 90631 du 2 juin 1989 portant autorisation de poursuivre l'exploitation du dépôt d'huiles usagées situé en gare SNCF de Rixheim à la Société de Ramassage pour la Régénération des Huiles Usagées (SRRHU) ;
 - l'arrêté préfectoral n° 98925 du 19 août 1992 portant prescriptions complémentaires à la Société de Ramassage pour la Régénération des Huiles Usagées à Rixheim ;
 - le récépissé de changement d'exploitant du 29 septembre 2004 du site de Rixheim au profit de la société SEVIA-SRRHU (devenue SEVIA en 2006) ;
 - l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2018 portant prescriptions complémentaires à la société SEVIA, Gare SNCF, rue Landrin à RIXHEIM en référence au titre VIII du Livre I et au titre 1er du Livre V du code de l'environnement ;

VU la demande de renouvellement d'agrément formulée le 4 juin 2020 par la société SEVIA ;

VU le rapport du 30 juin 2020 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargée de l'inspection des installations classées ;

VU la consultation des services de l'agence de l'eau, de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations, service concurrence, consommation et répression des fraudes (DDCSPP), de l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) et de la préfecture des Yvelines ;

VU les avis émis par la DDCSPP le 28 juillet 2020 et par l'ADEME le 12 août 2020 ;

Considérant que le titulaire d'un agrément de collecte doit déposer un dossier de demande d'agrément pour en obtenir le renouvellement ;

Considérant la nécessité de la poursuite de la collecte des huiles usagées sur le département du Haut-Rhin ;

Considérant que les conditions dans lesquelles la société SEVIA a jusqu'alors exercé cette activité de ramassage des huiles usagées n'appelle pas d'observations ;

Considérant que la demande d'agrément contient l'ensemble des éléments demandés par l'arrêté du 28 janvier 1999 modifié ;

SUR proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1 :

La Société SEVIA, dont le siège social est situé Z.I. du Petit Parc voie-C, 8b rue des Fontenelles à Ecquevilly (78920), est agréée dans les conditions fixées par le présent arrêté, pour assurer le ramassage des huiles usagées dans le département du Haut-Rhin pour une durée de cinq ans à compter du 24 octobre 2020.

Article 2 :

La Société SEVIA est tenue, dans l'activité pour laquelle elle est agréée à l'article 1 du présent arrêté, de satisfaire à toutes les obligations mentionnées dans l'arrêté du 28 janvier 1999 relatif aux conditions de ramassage des huiles usagées.

Article 3 :

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la société SEVIA.

Article 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Haut-Rhin ainsi que dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département. Les frais de publication seront à la charge du titulaire de l'agrément.

Article 5 :

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le directeur de la société SEVIA, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées), sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Colmar, le 08 SEP. 2020

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,



Jean-Claude GENEY

Délais et voie de recours :

(article R. 514-3-1 du Titre 1^{er} du Livre V du code de l'environnement).

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

